

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 12 décembre 2016

Pollution : pic de galère

Paris, Lyon et Grenoble, viennent de connaître l'épisode de pollution le plus important depuis plus de dix ans.

Pendant plusieurs jours, le taux de particules fines dans l'air a dépassé les 80mg/jour à Paris et Lyon. Pour les populations vivant dans ces zones urbaines cela équivaut à la consommation de deux paquets de cigarettes par jour ! Chaque année en France, 50 000 décès seraient liés à la pollution.

Circulation alternée ou jour férié ?

Mais il n'y a pas que les voitures et le chauffage des maisons qui polluent. Les industries aussi. A Lyon par exemple, jeudi dernier, le jour de « circulation alternée », on pouvait voir la grande torche de la raffinerie de Feyzin cracher d'importantes fumées noires, visibles à des kilomètres à la ronde. Et si la prochaine fois, plutôt que de culpabiliser les salariés contraints de prendre leur voiture, on décrétait un jour férié ?

Toujours est-il qu'en rejetant la faute sur les particuliers, notamment les plus pauvres, ceux qui nous gouvernent éludent le fait que rien n'a été fait depuis des décennies en termes de politique de transport et de modernisation des installations de chauffage.

Manque d'investissement et grosse pagaille

Si la circulation alternée n'a eu que peu d'effets sur la qualité de l'air, elle a donné lieu à des journées de galère pour les usagers des transports en commun.

À Paris, la journée du 6 décembre a été marquée par l'arrêt total de la partie Nord du RER B à cause d'un arrachement de caténaire. Le lendemain, jour de mise en place de la circulation alternée, une autre caténaire a été arrachée en Gare du Nord, bloquant près de 1,4 millions de voyageurs sur tout le réseau. .

En cause, le manque chronique d'investissement public dans la modernisation du réseau ferroviaire. La deuxième caténaire arrachée avait plus de 40 ans et sur la ligne du RER C des équipements électriques ont plus de cent ans. L'époque des trains à vapeur ! Même la Cour des comptes, temple de l'austérité, a

révéilé qu'il manquait 300 à 500 millions d'euros d'investissement annuel depuis 35 ans pour le simple entretien du réseau francilien. Ces 15 à 20 milliards n'ont pas été trouvés en 3 décennies, alors que le gouvernement actuel a débloqué au bas mot 40 milliards d'euros de cadeaux aux patrons pour quatre ans dans le cadre du Crédit d'impôt compétitivité... qui n'a créé aucun emploi ! Sans parler des 53 milliards d'euros de profits en un an que les entreprises du CAC 40 ont réalisés en un an.

À Lyon, La Métropole s'est opposée à la gratuité des transports, alors que les tarifs pour un réseau de seulement quatre lignes de métro et cinq de tramway avoisinent ceux de Paris. Elle a préféré maintenir les contrôles pour continuer à ponctionner ceux qui vivent à la périphérie de la ville ne pouvant payer des loyers exorbitants.

Leurs choix et les nôtres

Ces choix politiques pénalisent lourdement les salariés sur l'ensemble du territoire. Depuis plus de trente ans, les gouvernements successifs ont délaissé les investissements visant à améliorer les transports en commun et les réseaux de proximité. Les lignes TGV aux prix prohibitifs ont été privilégiées aux lignes de TER. Et voilà que l'on supprime les trains de nuit.

De la même manière, la société de fret ferroviaire Euro Cargo Rail vient de supprimer 300 emplois en France. Le fret ferroviaire, qui pollue infiniment moins que les poids lourds, ne représente plus que 15% des marchandises transportées en France contre 75% en 1947. On voit à quoi se réduit le baratin écologique gouvernemental.

En réalité, le pic de pollution de ce début d'hiver a été un véritable révélateur de la violence sociale imposée d'en haut. La santé comme les conditions de vie de la population ne sont pas leurs priorités.

Il serait temps de faire partir ce système capitaliste en fumée.

Le sapin qui fout les boules

La direction a affublé l'espace Com d'un résineux : l'arbre de la « frugalité ingénieuse » puisque tout nu. Elle compte visiblement sur le dévouement des salariés pour l'habiller. Histoire de se « recentrer sur le métier » des bougies d'allumage ont poussé au bout de ses branches, suspendues à des trombones.

Nous ne sommes pas dupes. Nous ne comptons pas trouver quelques cadeaux que ce soit, de la part de PSA, à ses pieds le 25 décembre.

Ça dépasse les bornes

Le Borgne, le directeur de la DQI, a déclaré « *que la charge de travail est à un niveau normal* ». Comment dire... Ça sonne aussi bien qu'Hollande se présentant comme le candidat « *normal* ».

Est-ce une déclaration qui annonce de nouveaux pics d'activités ?

Qui croît encore au père Noël ?

Les affiches vantant les mérites du DAEC, reconduits en 2017, fleurissent de nouveau partout sur les murs.

La direction maintient sa volonté de continuer de vider les effectifs. Et parce que c'est bientôt Noël, elle offre une prime de départ augmentée de 6 mois de salaire. Un maigre appât mais un vrai cadeau pour la direction qui en profitera pour augmenter la charge de travail sur ceux qui resteront.

Plein de bio profits

En 2017 au self, c'est annoncé au CE, nous aurions droit à de nouveaux produits de meilleures qualités, bio etc... Avec une augmentation des tarifs de 1 % chaque premier janvier ! Déjà que les prix de base sont piquants, il y a fort à parier que l'addition soit encore plus salée. Faut bien qu'Eurest propriété du groupe Compass fasse son beurre.

N°1 mondial de la restauration collective, le groupe Compass a annoncé un bénéfice en hausse à 654 millions de livres sur le premier semestre 2014-2015. Ce qui n'a pas dû échapper à la majorité des salariés de la compagnie qui ont touché entre 5 et 25 € de primes de participation aux bénéficiaires en 2015. Des queues de cerises.

Vive la grève des ouvriers de MC synchro

La grande majorité des travailleurs de l'usine MC Synchro, à Chanteloup-les-Vignes, un sous-traitant qui assemble les pneus pour les voitures produites à Poissy se sont mis en grève depuis lundi 5 décembre. Ils revendiquent l'embauche immédiate en CDI des intérimaires et une augmentation de 200 euros pour tous.

Un exemple à suivre et à reprendre chez nous, où nous avons exactement les mêmes problèmes de salaire et de précarité !

Rentabilité : du fanfaron...

« *Les deux constructeurs automobile français sont engagés dans une course à la rentabilité. Leur secret :*

une impitoyable chasse aux coûts et l'ingéniosité » (journal *Les Échos*). La politique de PSA est aussi hasardeuse et pesante que le style des journalistes zélées et flagorneurs.

« *Impitoyable* », la direction l'a bien été pour sabrer dans les effectifs. Maintenant faudrait faire encore mieux avec moins.

Fanfaronnera bien qui fanfaronnera le dernier.

... au prix à payer

Brahim 44 ans, cadre au Technocentre Renault, est mort l'hôpital le 24 novembre, après avoir fait un malaise lors d'un entretien préalable à licenciement.

Chef du département Ingénierie à l'usine Renault de Tanger jusqu'en août 2016, la direction l'aurait rendu responsable de la suppression d'une serrure sur le Lodgy, à l'origine d'une campagne de rappel de ce véhicule jugé non conforme. Accusations infondées selon Brahim. De toute façon, cette mesure avait été prise afin de réduire les coûts, et de répondre aux objectifs d'une hiérarchie qui demande toujours plus de rentabilité. Celle-ci n'a pas hésité à se retourner contre lui.

À PSA comme à Renault, ils nous poussent toujours plus à la rentabilité, et quoiqu'il arrive nous en payons le prix.

Ça va fort à Sevel nord

Plus une centaine de salariés débrayent depuis vendredi contre le projet de la direction d'imposer des heures supplémentaires pour « *ratrapper* » 162 véhicules supplémentaires d'ici la fin de l'année.

Pis elle envisagerait de faire travailler la nuit du 23 et le 24 matin en cas de nouvelles pannes et de manque de pièces. Des salariés lui disent hors de question et ils ont bien raison.

L'avenir de Poissy, pas assuré par la D34

Au départ, la direction annonçait 140 000 véhicules à produire en 2017, maintenant c'est 210 000. Elle souffle le chaud et le froid. N'oublions pas qu'à Poissy, la C3 s'arrêtera très prochainement, la DS3 vieillissante vers 2020, et la 208 va aussi aller sur sa fin. L'été 2018 on devrait commencer à produire la D34 pour seulement 60 000 unités par an.

La D34 ne va pas assurer l'avenir de Poissy. Il sera garanti par nos luttes pour imposer le maintien des emplois, en usine ou dans nos bureaux.

La direction a déjà fait le coup

En 2008, la direction à PSA Aulnay, avait demandé le compactage du site et des efforts aux salariés pour conserver la production de la C3.

Les salariés se sont esquivés pour remplir avec succès les critères de la hiérarchie. Résultat : en 2012, la direction a annoncé la fermeture de l'usine.

Comme on dit : « Les promesses n'engagent que ceux qui y croient ».